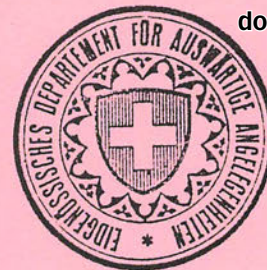


**CHIFFRE**

NUR FÜR INTERNEN GEBRAUCH  
 POUR USAGE INTERNE UNIQUEMENT

bruxelles, le 26 juin 1987



0088nhhhh

monsieur le conseiller federal jean-pascal delamuraz

Copies :

of aee/dfep

b, cm, fb, ly, a, py, md, bd, je, ke, eb, r, jag, zo, gl,

co, pl, zi

secretariat general

office federal de l'agriculture

office federal des questions conjoncturelles

chancellerie federale

dfae

direction politique

secretariat politique

service economique et financier

ddip

dda

dfi

office federal de l'environnement

office federal de l'education et de la science

dfjp

office federal de la justice

office federal de la propriete intellectuelle

office federal des assurances privees

original envoye a.: -monsieur cf j.-p. delamuraz

./.

copies envoyees a: -ofaee (20),

- office federal de l'agriculture

- office federal des questions conjoncturelles

- chancellerie federale

- office federal de l'environnement

- office federal de l'education et de la science

- office federal de la justice

- office federal de la propriete intellectuelle

- office federal des assurances privees

- dff secretariat general

- dftce, secretariat general

office federal des transports

- bns zurich (2)

- bns berne





diff  
secretariat general

dfitca  
secretariat general  
office federal des transports

bns zurich (2) et berne

par data care :  
ambassades de suisse a  
athenes, bonn, copenhagen, dublin, la haye, lisbonne,  
londres, luxembourg, madrid, rome, paris, oslo, stockholm,  
helsinki, vienne, washington, tokyo

delegation pres l'aele et le gatt, geneve,

delegation pres l'ocde, paris,

mission permanente de la suisse aupres des nu,  
new york

delegation pres le conseil de l'europe, strasbourg

va directement a ambassade bruxelles

ma premiere visite a la commission des Communautés  
européennes en qualite de directeur de l'ofaec,  
bruxelles, les 25-26 juin 1987

1. a trois jours du conseil europeen, dans atmosphere  
generale plutot morose a bruxelles, j'ai recu, accompagne  
par l'ambassadeur de tscharner et le ministre kellenberger,  
accueil tres chaleureux de mes interlocuteurs : commissaire  
de clercq, vice-presidents lord cockfield, natali, narjes,  
directeurs generaux moentler (agriculture), luyten  
(negociations gatt) et fasella (recherche et developpement)  
ainsi que secretaire d'etat belge aux affaires europeennes  
de keersmaeker. but de ma visite, qui etait d'etablir  
contact personnel avec membres de la commission et les  
sensibiliser a problematique suisse de l'integration - dans  
contexte general des relations pays aele-ce - a ete atteint.  
en ce qui concerne principaux dossiers bilateraux, j'ai  
obtenu informations satisfaisantes et j'ai constate en  
general esprit positif et bon etat connaissance de notre  
point de vue. mes interlocuteurs (en particulier de clercq)  
se rejouissent de vous accueillir a bruxelles, en principe  
les 12-13 novembre prochain. le 25 juin, l'ambassadeur et  
mme de tscharner ont eu la gentillesse d'organiser un diner  
auquel participa entre autres lord cockfield.



2. commissaire de clercq a fait part, avec cordialite et insistance qui dépassaient simple politesse, de sa gratitude pour succes de la reunion d'interlaken, tant du point de vue organisation que substance. il a exprime sa satisfaction du fait que sa conception des principes qui regissent l'attitude de la ce a l'egard des pays aele - a savoir, respect de l'autonomie interne de la communauté, equilibre des engagements et premiere priorite a la realisation du marche interieur - etait comprise et meme partagee par vous-meme et vos collegues. j'ai pour ma part souligne l'interet de la suisse et de l'europe tout entiere a voir la ce reussir dans son grand dessein du marche unique sans frontieres.

evouant le suivi de luxembourg, m. de clercq a salue les efforts qui ont deja ete entrepris - avec grand engagement de la presidence suisse - pour elaborer et preciser un programme de travail commun. son objectif est de pousser un certain nombre de dossiers en prevision de turku en se concentrant sur quelques problemes concrets, sinon spectaculaires, susceptibles de deboucher sur des accords. formule de m. de clercq : "le train roule lentement mais il est sur la bonne voie, et c'est l'essentiel, essayons tout de meme d'accelerer un peu la vitesse".

de mon cote, j'ai plaide pour une approche pragmatique du "post-interlaken" qui doit devenir le "pre-turku". j'ai souligne notre volonte d'intensifier la cooperation - fondee sur la reciprocite des droits et des obligations - dans tous les domaines d'interet commun, en rappelant nos priorites : l'elimination des obstacles techniques aux echanges (avec effort particulier sur l'amelioration des procedures d'information reciproque sur les nouvelles legislations techniques), la simplification des regles d'origine, l'ouverture mutuelle des marches publics (parallelement a ce qui se fera au sein de la Cee), parmi les huit nouveaux domaines de cooperation, j'ai indique le plus prometteur, celui de la propriete intellectuelle (microchips). en ce qui concerne les autres, j'ai souligne la complementarite des approches multilaterale et bilaterale.

3. lord cockfield (marche interieur, union douaniere, fiscalite, institutions financieres) a exprime ses vues sur l'etat des travaux en vue d'achever le marche interieur, soulignant l'importance economique de celui-ci pour rendre la ce plus concurrentielle, augmenter le taux de croissance et lutter contre le chomage. il a insiste sur l'echecance du 31 decembre 1992, qui doit etre et rester un element politique moteur. sur les relations avec les pays aele et en particulier la question de l'ouverture des marches publics, il a souligne la necessite d'une approche globale (ecartant donc une liberalisation sectorielle, par exemple seulement dans le domaine des telecommunications) ainsi que les difficultes qui resulteraient d'une exclusion des entites regionales et locales.



sur les dossiers bilatéraux que j'ai présentés, il m'a paru très attentif et intéressé : il partage mes vues concernant l'urgence de la finalisation de l'accord assurance, et dans cette perspective, a suggéré que des contacts informels aient lieu immédiatement au sujet de l'inclusion du volet assurance touristique dans l'accord, avant même l'adoption d'un mandat de négociation par le conseil. Concernant le trafic de perfectionnement passif (ptv), il m'a promis de soumettre, dans les prochaines semaines, une proposition qui devrait être transmise cette année encore au conseil, si la commission dans son ensemble suit l'avis de lord cockfield.

4. m. narjes (affaires industrielles, recherche) s'est montré assez peu compréhensif à l'égard de notre désir d'une participation complète au programme race et notre désir d'avoir droit de parole dans instances chargées d'évaluer et de choisir projets, sans se prononcer clairement sur les modalités de coopération, il est en faveur d'une participation projet par projet dans le cadre des programmes technologiques communautaires. il souligne à ce sujet que les programmes technologiques stratégiques tels que esprit, race, bris, sont étroitement liés à politique d'innovation et de compétitivité industrielle ce, il a aussi souligné incertitude quant à avenir programme pluri-annuel face à

retard accord britannique et engorgement complet des processus décisionnels communautaires.

j'ai aussi averti narjes que principe de notre participation à eurotra (traduction par ordinateur) devrait être revu si réponses ce à nos questions ne nous parviennent pas dans avenir très proche.

5. j'ai présenté à m. natali (coopération et développement) la possibilité d'une participation ou action parallèle de la suisse, sous une forme ou une autre, au système stabex (stabilisation des recettes provenant des produits de base), éventualité qui aurait une signification certaine dans le contexte de notre politique européenne. mon interlocuteur a fait part de son intérêt pour une telle action de solidarité de la suisse en faveur des pays en développement, tout en précisant qu'une convergence de vues sur les critères d'intervention devrait être atteinte au préalable. par ailleurs, m. natali a exprimé sa préoccupation à propos de la prochaine cnuCED VII, compte tenu de la position adoptée récemment par les 77 à la navane et aussi de l'attitude desinvolte des états-unis.

6. en l'absence du commissaire clinton davis (environnement, transports), retenu à un conseil transport à luxembourg, j'ai participé à une séance de travail avec ses collaborateurs chargés des questions environnement. en ce qui concerne réunion conjointe ce-pays aele des ministres de l'environnement prévue en octobre à la haye à l'initiative des pays-has, j'ai pu constater concordance de vue entre suisse et commission ce, c'est-à-dire primo : nécessité d'avoir "à bord" l'ensemble des pays ce ainsi que commission, notamment pour éviter des problèmes entre pays du sud et pays du nord de la ce, très proches dans leur



sensibilite ecologique des pays aele, secundo : necessite d'une preparation minutieuse de l'ordre du jour, tertio : necessite d'initier cooperation stable et structuree ce-pays aele dans le suivi de luxembourg en respectant la configuration de notre "ordnungs politik" ainsi que la necessite ineluctable de ne pas creer de nouvelles entraves au commerce evitables, representants commission ont souligne caractere operationnel et oriente vers marche interieur de leur politique. ce entend bien arriver a engagements reciproques fermes avec pays aele.

j'ai en outre evoque, en marge d'un dejeuner offert par la commission, le probleme cree par l'introduction au dernier moment d'une reserve dans l'accord multilateral sur les transports combines en faveur de l'evolution future de la legislation communautaire.

7. m. andriessen ayant du se rendre au dernier moment a bonn, c'est avec directeur general adjoint moehler que j'ai traite questions concernant l'agriculture, notamment les problemes de reforme des politiques agricoles, dans le contexte du gatt, interets ce consistent avant tout a appuyer les efforts internes de reforme de la pac et de mieux equilibrer les regimes a l'importation des differents produits. sur le plan bilaterale, j'ai mentionne la question de l'acidite des vins suisses (discrimination par rapport aux vins de qualite communautaires) et remis une note a ce sujet.

8. de keersmaecker s'est montre volontariste et en meme temps assez pessimiste a la veille du sommet des douze, il a evoque progres deja faits dans reforme politique agricole commune (lait, viande, economies d'environ 5 mia. d'ecus par an) et necessite urgente d'avancer dans dossier cereales et oleagineux. la crise actuelle est surtout due a diversite dans developpement et structures, evolution cours de change (affaiblissement cours dollar a coute 3 mia d'ecu a ce en un an) et, en derniere analyse, differences de "philosophie" agricole a l'interieur ce.

9. j'ai percu ici une certaine deception du fait que le conseil europeen sera contraint, faute d'accord des ministres des finances et de l'agriculture, de determiner lui-meme les prix agricoles 1987/88 et de chercher une solution au deficit de 5 mia d'ecu du budget 1987. la premiere discussion de substance qui devrait s'engager sur le financement des activites communautaires et les priorites a donner a celles-ci (paquet delors) risque des lors d'en patir. l'autre preoccupation, c'est le developpement des relations avec les etats-unis et le japon. en ce qui concerne l'uruguay round, il m'a semble discerner une appreciation legerement plus positive : les travaux ont bien commence, il faut maintenant laisser une certaine



tranquillite aux negociateurs et ne pas creer de pression politique prejudiciable, notamment en fixant prematurement des echeances de reunions ministerielles et en recherchant des "early harvest". dans cette perspective, la commission (Luyten) est reticente quant a l'organisation d'un "mini-taupo" en suisse lors de la prochaine session des parties contractantes.

10. par ailleurs, j'ai presente lors d'un dejeuner de la chambre de commerce suisse pour la Belgique et le grand-duche de Luxembourg une conference sur "l'Uruguay round et l'Europe".

blankart

suissemis

Résumé

Première visite de M. Blankart à la Commission des Communautés Européennes en qualité de Directeur de l'Ofaee (25/26 juin 1987)

---

Interlocuteurs:

- de Clerq (Commissaire)
- Lord Cockfield, Natali, Narjes (vice-présidents)
- Moehler, Luyten, Fasella (directeurs généraux)
- de Keersmaeker (Secrétaire d'Etat)

But de la visite:

Etablir contactes personnels avec membres de la Commission et les sensibiliser à la problématique suisse de l'intégration (atteint). Constaté esprit positif et bon état connaissance de notre point de vue. M. de Clerq se réjouit de vous accueillir à Bruxelles, en principe les 12 et 13 novembre prochains.

De Clerq a fait part de sa gratitude pour le succès de la réunion d'Interlaken. Il a exprimé sa satisfaction du fait que sa conception des principes qui régissent l'attitude de la CE à l'égard des pays AELE (respect de l'autonomie interne de la CE, équilibre des engagements, priorités à la réalisation du marché intérieur). Blankart souligne l'intérêt de la Suisse à voir la CE réussir du marché unique sans frontières. - De Clerq salue les efforts qui ont déjà été entrepris pour élaborer et préciser un programme de travail commun, "Le train roule lentement, mais il est sur la bonne voie, essayons d'accélérer un peu la vitesse".

Blankart plaide pour une approche pragmatique du "post-Interlaken". Nos priorités: élimination des obstacles techniques aux échanges, simplification des règles d'origine, ouverture mutuelle des marchés publics.

Blankart a perçu une certaine déception du fait que le Conseil européen sera contraint de déterminer lui-même les prix agricoles 1987/88 et de chercher une solution du déficit.

29.6.1987

MG/op

h

Ne